

● (1440)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE HONDURAS—LA NOUVELLE D'UNE ATTAQUE CONTRE LE NICARAGUA

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Madame le Président, c'est au ministre des Affaires extérieures que je m'adresse. Nous avons appris que les forces Contra financées par la CIA ont lancé du Honduras une nouvelle attaque concentrée contre le Nicaragua dans l'espoir de s'emparer d'un grand centre et de mettre en place un gouvernement de remplacement avant la signature des nouveaux accords de paix Contadora. Dans l'intérêt de la paix dans notre hémisphère, le ministre entend-il faire savoir clairement aux autorités du Honduras et des États-Unis que le Canada, à l'instar de la Chambre des représentants des États-Unis, s'oppose formellement au financement des forces Contra en pleine violation de la Charte des Nations-Unies? Le ministre va-t-il demander aux États-Unis de ne plus financer les forces Contra, du moins jusqu'à ce que le groupe Contadora ait pu faire quelque chose en faveur de la paix?

Par la même occasion, le ministre pourrait-il cesser de venir en aide au Honduras tant que les autorités de ce pays permettent aux forces Contra d'attaquer leur voisin à partir de leur territoire, en violation flagrante de la Charte des Nations-Unies et des accords intervenus entre les pays membres de l'Organisation des États américains?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je puis assurer au député que le Canada s'oppose à la militarisation de l'Amérique centrale. Nous l'avons fait savoir à quelques occasions au gouvernement des États-Unis et nous lui avons clairement expliqué notre attitude à l'égard du recours aux forces militaires et armées comme moyen de régler les conflits. En outre, madame le Président, nous avons sans réserve soutenu le groupe Contadora lors de maintes discussions, car nous croyons que ses efforts offrent le meilleur moyen de régler le très pénible conflit actuel.

Le député a parlé de l'aide que nous accordons au Honduras. Nous avons réduit l'aide que nous accordions à certains pays de l'Amérique centrale. Nous n'avons encore pris aucune décision en ce sens dans le cas du Honduras.

* * *

LE TRANSPORT MARITIME

LES MESURES DE SÉCURITÉ EN VIGUEUR À CN MARINE ET LA POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ EN MATIÈRE DE DOTATION

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. M. McGrath de la Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers a envoyé un télex au ministre le 18 novembre, lui demandant d'enquêter pour voir si CN Marine place les profits avant la sécurité, le service et l'efficacité dans l'exploitation de ses quatre navires sur la côte est. Le bureau du ministre a accusé réception du télex le 21 novembre, mais n'y a jamais répondu. Le 9 décembre, M. McGrath a envoyé un autre télex au ministre pour lui demander une réunion, mais il n'a pas eu de réponse non plus. Le ministre a-t-il enquêter sur les intentions du CN de mettre des gens à pied le 1^{er}

Questions orales

février 1984? Si oui, quelles mesures a-t-il prises pour dissuader le CN?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Madame le Président, je suis désolé que le syndicat n'ait pas transmis la réponse au député. Nous avons tenu un certain nombre de consultations avec les syndicats de chemins de fer ces deux ou trois derniers mois. Il est certain que j'étudierai cet incident particulier.

Je tiens à souligner qu'il y a trois semaines, j'ai écrit au président du conseil d'administration de chacune des sociétés de la Couronne qui relèvent de moi, pour les informer que je souhaitais formuler des lignes directrices beaucoup plus précises à propos des problèmes touchant l'adaptation de la main-d'œuvre et des collectivités lorsque des changements technologiques sont adoptés ou que d'autres mesures sont prises pour accroître la productivité. Je leur demanderais d'inclure dans leurs plans d'exploitation, qu'ils présentent au gouvernement chaque année, une description beaucoup plus claire des mesures envisagées pour qu'on soit prévenu suffisamment longtemps à l'avance des mises à pied prévues, en donnant des détails et en précisant le genre de mesures d'adaptation qui seront utilisées pour les collectivités et les travailleurs touchés. J'ai rencontré les conseils d'administration, conformément aux règles en vigueur.

Je n'ai cependant pas encore rencontré celui du CN pour discuter de cette politique. Cette réunion devrait avoir lieu au début de l'année prochaine.

Un de mes collaborateurs est spécialement chargé de travailler avec eux pour définir plus en détail le genre de politique que je voudrais voir, afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de mises à pied sans préavis suffisant et sans mesures d'adaptation.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE À BURNABY (C.-B.)

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur le plus grave problème qui touche mes électeurs. Les derniers chiffres officiels pour ma circonscription, Burnaby, montrent qu'il y a plus de 5,000 personnes qui reçoivent l'assurance-chômage et beaucoup d'autres qui, n'y ayant plus droit, ont dû se tourner vers l'assistance sociale, à moins que ce ne soient des jeunes qui vivent chez leurs parents. Plus de la moitié des gens touchés par cette situation désespérée sont des jeunes de moins de 25 ans, certains diplômés de l'université Simon Fraser, de l'université de Colombie-Britannique, de l'institut technologique de Colombie-Britannique, du collège Douglas ou du PVI. Comment le premier ministre peut-il justifier cet échec honteux du gouvernement libéral qui n'a pas pris de mesures immédiates et concrètes pour créer des emplois permanents et valorisants pour tous les Canadiens qui veulent travailler et non dépendre de l'assistance sociale?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, si le député avait écouté ce qui s'est dit un peu plus tôt lors de la période des questions, il aurait entendu le ministre des Finances déclarer qu'un nombre record d'emplois ont été créés au cours de l'année écoulée et que l'année qui vient apparaît toute aussi prometteuse, si l'on prend en considération le fait que le taux d'inflation a atteint son plus bas niveau